



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20241223-Imc1361522-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 24 décembre 2024
Date de publication : 26/12/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 23 DÉCEMBRE 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
9	0	7
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/723		
ADHESION DE LA METROPOLE TPM A LA FONDATION DU PATRIMOINE - ANNEE 2025		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/723

BUREAU DU 23 DÉCEMBRE 2024

**O B J E T : ADHESION DE LA METROPOLE TPM A LA FONDATION
DU PATRIMOINE - ANNEE 2025**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et
au Bureau,

VU les compétences de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, créée le 1er janvier 2018, reprenant les compétences de l'Agglomération Toulon Provence Méditerranée et étendant ses compétences pour couvrir notamment :

- Le développement et aménagement économique, social et culturel,
- L'aménagement de l'espace métropolitain,
- La politique locale de l'habitat,
- La Politique de la ville,
- La gestion des services d'intérêt collectif,
- La protection et mise en valeur de l'environnement et de la politique du cadre de vie,
- L'animation et valorisation des équipements culturels d'intérêt métropolitain,
- Enseignement de la musique, de la danse, de l'art dramatique,
- L'animation du Contrat de Baie,
- La valorisation et la protection du sentier du littoral,
- Le sport,

Ainsi que des délégations de maîtrise d'ouvrage de la part des mairies membres de la Métropole,

VU les objectifs de la Fondation du Patrimoine qui sont de promouvoir la connaissance, la conservation et la mise en valeur du patrimoine national,

VU les actions de la Fondation du Patrimoine qui s'attache à l'identification, à la préservation et à la mise en valeur du patrimoine non protégé et ainsi apporte son concours à des personnes publiques ou privées, notamment par subvention, pour l'acquisition, l'entretien, la gestion et la présentation au public de ces biens,

VU la signature de la Convention de Partenariat entre TPM et la Fondation du Patrimoine le 13 septembre 2024 dont l'objectif est de faciliter, de développer, et d'organiser la coopération entre les parties pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine historique appartenant à la Métropole, ou situé sur le territoire de la Métropole TPM et relevant des compétences de la Métropole ou de ses délégations,

CONSIDERANT que l'objectif de l'adhésion de TPM est de renforcer le partenariat entre la Métropole TPM et la Fondation du Patrimoine,

CONSIDERANT que cette adhésion sera évaluée *a minima* annuellement et systématiquement avant toute reconduction,

CONSIDERANT que cette adhésion est valable pour l'année civile en cours et ne devra donc être effective qu'à compter du 01 janvier 2025,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'adhésion de la Métropole à la Fondation du Patrimoine pour un an renouvelable par tacite reconduction après évaluation, avec versement d'une cotisation annuelle de 1 000 €, (montant 2024/2025).

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2024 (et suivants) à l'article 6281.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 23 décembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	9
CONTRE	0
ABSTENTION	0

FONDATION



CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE :

- La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée dont le siège social est situé 107, Boulevard Henri Fabre à Toulon (83000) représentée par son Président, dûment habilité par Décision N° 24/502 en date du 03 septembre 2024,

Ci-après dénommé « la Métropole TPM »,

ET

- La « Fondation du Patrimoine », ayant son siège social au 153 bis, avenue Charles de Gaulle à Neuilly-sur-Seine (92200), représentée par son Délégué régional adjoint Provence-Alpes-Côte d'Azur, Roger BARROT, dûment habilité aux fins des présentes, et en présence de son Délégué départemental, Christophe FAVRELLE,

Ci-après dénommée la « Fondation du patrimoine » ou la « Fondation »,

Ci-après dénommés ensemble les « Parties ».

PRÉAMBULE

Créée par la loi du 2 juillet 1996 et reconnue d'utilité publique par le décret du 18 avril 1997, la **Fondation du Patrimoine**, organisme privé indépendant à but non-lucratif, a pour mission de promouvoir la connaissance, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine national, et plus particulièrement du patrimoine non protégé par l'État au titre des monuments historiques.

Elle contribue à l'identification des éléments de patrimoine bâti et naturel confrontés à des risques de dégradation ou de disparition et apporte son assistance aux propriétaires publics et privés dans l'élaboration de projet de sauvegarde et de mise en valeur, en contribuant, le cas échéant, au financement desdits projets.

L'action poursuivie par la Fondation du Patrimoine s'inscrit au service du développement local durable, en soutenant la création d'emplois ainsi que la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, et en favorisant la transmission des savoir-faire traditionnels. Elle contribue ainsi à la revitalisation des territoires, enjeu essentiel pour leur attractivité.

La Fondation veille, dans l'accomplissement de ses missions, à mobiliser les énergies privées (entreprises, associations, particuliers) susceptibles de s'investir en faveur de la cause de la sauvegarde du patrimoine et travaille en étroite partenariat avec les collectivités territoriales et les services de l'État.

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, créée le 1er janvier 2018, reprenant les compétences de l'Agglomération Toulon Provence Méditerranée et étendant ses compétences pour couvrir notamment :

- Le développement et aménagement économique, social et culturel,
- L'aménagement de l'espace métropolitain,
- La politique locale de l'habitat,
- La Politique de la ville,
- La gestion des services d'intérêt collectif,
- La protection et mise en valeur de l'environnement et de la politique du cadre de vie,
- L'animation et valorisation des équipements culturels d'intérêt métropolitain,
- Enseignement de la musique, de la danse, de l'art dramatique,
- L'animation du Contrat de Baie,
- La valorisation et la protection du sentier du littoral,
- Le sport,

Ainsi que des délégations de maîtrise d'ouvrage de la part des mairies membres de la Métropole.

L'article L5217-1 du Code général des collectivités territoriales définit ainsi une métropole :

« La métropole est un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave au sein d'un espace de solidarité pour élaborer et conduire ensemble un projet d'aménagement et de développement économique, écologique, éducatif, culturel et social de leur territoire afin d'en améliorer la cohésion et la compétitivité et de concourir à un développement durable et solidaire du territoire régional. Elle valorise les fonctions économiques métropolitaines, ses réseaux de transport et ses ressources universitaires, de recherche et d'innovation, dans un esprit de coopération régionale et interrégionale et avec le souci d'un développement territorial équilibré. »

Constatant qu'ils partagent des missions et des valeurs communes, la Métropole TPM et la Fondation du patrimoine ont décidé de s'engager dans un partenariat.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

La présente constitue une convention cadre qui vise à définir les modalités du partenariat entre la Métropole TPM et la Fondation du Patrimoine et préciser les engagements respectifs des deux parties.

L'objectif de ce partenariat est de faciliter, de développer, et d'organiser la coopération entre les parties pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine historique appartenant à la Métropole, ou situé sur le territoire de la Métropole TPM et relevant des compétences de la Métropole ou de ses délégations.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA FONDATION DU PATRIMOINE

2.1 : Étude des projets

La Fondation du Patrimoine s'engage à étudier tout projet visé par le paragraphe précédent afin de vérifier la qualité patrimoniale des biens concernés et des programmes de travaux prévus et d'étudier les opportunités d'accompagnement et de financement des porteurs de projet par la Fondation, le cas échéant dans le cadre du présent partenariat.

2.2 : Attribution du label de la Fondation du Patrimoine

« L'article L.143-2 du code du patrimoine prévoit que la Fondation du Patrimoine peut octroyer un label aux immeubles privés (hors associatifs) non protégés au titre des monuments historiques, bâtis ou non bâtis, situés dans les zones rurales, bourgs et petites villes de moins de 20 000 habitants, dans les sites patrimoniaux remarquables et dans les sites classés au titre du code de l'environnement ; les immeubles non-habitable caractéristiques du patrimoine rural n'étant pas soumis à ces restrictions géographiques. Ces immeubles doivent être visibles de la voie publique ou leurs propriétaires s'engagent à les rendre accessibles au public. »

Ce label reconnaît l'intérêt patrimonial d'un immeuble et d'un programme de travaux. Il est accordé sur avis favorable de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine. Une décision d'octroi du label est adressée par la Fondation au porteur de projet.

2.3 : Organisation d'appels au mécénat

La Fondation du Patrimoine peut organiser des collectes de dons de particuliers et d'entreprises en faveur du patrimoine public et associatif, ainsi qu'en faveur d'immeubles privés bâtis ou non bâtis protégés au titre des monuments historiques ou labellisés par la Fondation conformément à l'article L.143-2-1 du code du patrimoine, lorsque le projet et son porteur sont éligibles au mécénat.

Elle se réserve le droit de choisir les projets qu'elle soutiendra par une collecte de dons, notamment en fonction de l'intérêt du projet et de l'opportunité de faire appel aux dons pour celui-ci, auquel cas, une convention de financement sera signée entre la Fondation et la Métropole TPM bénéficiaire de cette collecte de dons.

Conformément aux dispositions des articles 200, 238 bis et 978 du code général des impôts, les dons versés à la Fondation du patrimoine dans le cadre de ces collectes ouvrent droit à réduction d'impôt. Les bénéfices prévus à l'article 978 du code général des impôts (réduction au titre de l'IFI) ne s'appliquent pas en cas de collecte sur biens privés (hors associatifs).

2.4 : Aides financières complémentaires

En fonction de l'intérêt du projet et des ressources qu'elle mobilise par ailleurs, la Fondation du Patrimoine peut décider d'attribuer des aides financières complémentaires aux fonds mobilisés dans le cadre d'une collecte de dons.

Les conditions de mise en œuvre de ces moyens utilisés isolément ou de manière conjuguée feront l'objet d'accords spécifiques pour chacun des projets traités avec la Métropole TPM.

La Délégation Régionale Provence Alpes-Côte d'Azur de la Fondation du Patrimoine s'engage, sur proposition de sa délégation départementale du Var, à un soutien – après sélection conjointe des projets concernés -des actions de restauration du patrimoine menées par la Métropole TPM, grâce à :

- La mobilisation du réseau de partenariats et de compétences de la Fondation du Patrimoine, dont l'équipe de bénévoles de la Délégation varoise.
- Des actions d'information et de sensibilisation des collectivités locales sur :
 - les modalités de restauration du patrimoine bâti ou naturel,
 - les possibilités de financement public ou privé de cette restauration
 - des exemples de projets mis en œuvre dans le département du Var
- Une contribution à la sensibilisation des acteurs privés (particuliers, entreprises) et publics aux projets envisagés ou réalisés par la Métropole TPM dans le cadre de ses compétences ou délégations.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TPM

Dans le cadre défini à l'article premier, la Métropole TPM s'engage à :

- Informer la Fondation du Patrimoine des projets de restauration lancés sur le territoire de la Métropole TPM
- Apporter à la Fondation du Patrimoine ses conseils et ses compétences pour faire évoluer ses moyens avec l'objectif d'une plus grande efficacité

ARTICLE 4 : COMMUNICATION AUTOUR DU PARTENARIAT

Conformément aux dispositions de l'article 3, la Métropole TPM s'engage à :

- Promouvoir les aides de la Fondation du Patrimoine dans ses supports de communication (magazine, bulletin métropolitain ou communal, site internet, etc.) et à l'occasion d'une ou plusieurs réunions d'information publiques ;

- Promouvoir les collectes lancées sous égide de la Fondation du Patrimoine en faveur de projets (bénéficiaires du présent partenariat) situés sur son territoire dans ses supports de communication (magazine régional, bulletin communal, site internet, etc.) ;

En contrepartie de son soutien, la Fondation du Patrimoine s'engage à mentionner la Métropole TPM dans toute communication faisant référence aux projets bénéficiaires de la présente convention.

La Fondation s'engage à ajouter le logo de la Métropole TPM sur les pages dédiées à chaque projet accompagné par une collecte de dons financée dans le cadre du présent partenariat, dans une rubrique « Les partenaires ».

La Fondation s'engage par ailleurs à mentionner la Métropole TPM parmi les partenaires de la délégation régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de la Fondation du patrimoine, sur son site internet.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Les actions de communication seront déterminées conjointement par les parties.

Dans le cadre défini à l'article premier, la Métropole TPM et la Fondation du Patrimoine s'engagent à informer – en utilisant leurs différents supports habituels de communication (journal, « newsletter », réseaux sociaux, site Internet ...) - les adhérents, contacts, de chaque partie des actions menées par l'autre partie pour la restauration du patrimoine bâti et naturel varois, en faisant mention du soutien apporté par l'autre partie à l'action ou au projet cité.

La Métropole TPM et la Fondation du Patrimoine s'engagent à citer sur leur site internet la relation de partenariat avec l'autre partie, avec les coordonnées du contact référent.

Les actions de communication spécifiques, notamment relatives aux projets soutenus dans le cadre du présent partenariat, seront déterminées conjointement par la Métropole TPM et la Fondation du Patrimoine. Des actions de communication pourront être menées au-delà de la durée de la présente convention, jusqu'à l'achèvement de l'intégralité des projets soutenus dans le cadre du présent partenariat.

Les parties s'engagent à respecter leur charte graphique respective. A cette fin, toute utilisation des références (dénomination sociale, marque avec ou sans logo) par l'une ou l'autre des parties sur tout support relatif aux opérations de communication mentionnées ci-dessus devra être précédée de l'obtention d'un « B.A.T. » (bon à tirer).

Les parties pourront faire référence à la présente convention par tous les moyens jugés utiles : presse, radio, télévision, internet et réseaux sociaux, publications diverses, afin d'en assurer la promotion.

ARTICLE 6 : MODALITES DE FONCTIONNEMENT

Afin de concrétiser les engagements ci-dessus pris par les parties et d'en assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation :

- M. Patrick PONS, Chargé de Développement Fonds Privé au sein du Service des Aides Financières et Stratégie de Financement, est désigné par le Président de la Métropole TPM correspondant auprès de la Fondation du patrimoine.
Tph : 06.25.04.7735 Mail : ppons@metropoletpm.fr
- M. Christophe FAVRELLE, délégué départemental pour le département du Var est désigné par le délégué régional de la Fondation du patrimoine correspondant de la Fondation du patrimoine auprès de la Métropole TPM
Tph : 06.07.12.78.66 Mail : christophe.favrelle@fondation-patrimoine.org

Ces représentants maintiendront un contact continu entre les parties et participeront à une réunion tenue en tant que besoin et au moins une fois par an pour :

- Lister les projets de restauration envisagés par la Métropole TPM et définir ceux qui feront l'objet d'une collaboration entre les parties
- Effectuer un point d'activité sur les projets de restauration pour lesquels les parties auront antérieurement décidé de collaborer.

ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 3 (trois) années et prend effet à compter de sa signature. Elle ne sera pas renouvelée par tacite reconduction.

ARTICLE 8 : MODIFICATION

Toute modification à la présente convention devra être faite par voie d'avenant signé par les deux parties.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITE

La Fondation du Patrimoine ne pourra être tenue responsable des choix opérés par la Métropole TPM dans la réalisation des projets soutenus, de l'éventuelle non-réalisation de ceux-ci, de l'absence de transmission des informations sur le programme de travaux et l'avancement de leur projet et plus généralement du non-respect des engagements pris par la Métropole envers la Fondation dans le cadre de convention de financement qui les lierait.

ARTICLE 10 : FORCE MAJEURE

Si par suite d'un cas de force majeure, l'une ou l'autre des parties était dans l'impossibilité de remplir ses obligations découlant des présentes, l'exécution de la présente convention serait suspendue pendant la durée de cette force majeure. Chaque partie s'engage à avertir immédiatement son cocontractant de tout événement de force majeure l'affectant.

Au cas où cet événement perdurerait pour une durée supérieure à trois mois, l'autre partie pourra mettre fin à la présente convention de plein droit et avec effet immédiat.

ARTICLE 11: RÉILIATION DE LA CONVENTION

Nonobstant les cas visés à l'article 9 de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit dans les trois mois suivant l'envoi d'un courriel recommandé avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 12: REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'efforceront de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui pourrait résulter de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

Tout litige qui ne pourrait être ainsi résolu dans un délai de 3 (trois) mois fera l'objet d'une tentative de médiation conventionnelle avant d'être soumis aux juridictions compétentes.

Fait à TOULON, en trois exemplaires originaux, le 13 septembre 2024.

Pour la Fondation du Patrimoine,
Le Délégué régional adjoint
Roger BARROT



Pour la Métropole TPM,
Le Président



En présence du Délégué départemental du Var,
Christophe FAVRELLE



► Notre commune, EPCI, adhère !

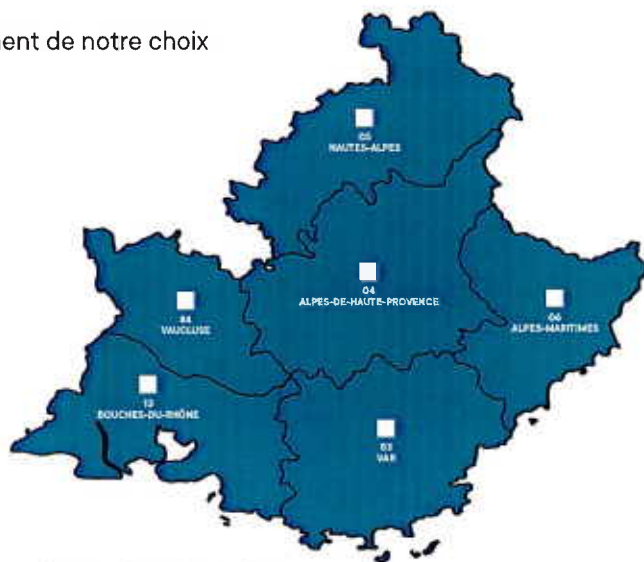
Nos coordonnées

☐ Commune ☐ EPCI ☐ Syndicat mixte Nom _____
 Représentée par ☐ M. ☐ Mme Fonction _____
 Nom _____ Prénom _____
 Adresse _____
 Code postal _____ Ville _____
 E-mail _____ Téléphone _____

Notre cotisation

☐ Nous adhérons à la Fondation du patrimoine dans le département de notre choix

✓	L'effectif de la commune/EPCI	Notre cotisation à partir de
<input type="checkbox"/>	moins de 500 habitants	100 €
<input type="checkbox"/>	moins de 3 000 habitants	200 €
<input type="checkbox"/>	moins de 20 000 habitants	500 €
<input type="checkbox"/>	plus de 20 000 habitants	1 000 €



Notre paiement par virement bancaire

Titulaire du compte : Fondation du patrimoine, Délégation Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Banque : Société Générale

Référence bancaire :

Code banque	Code guichet	N° Compte	Clé RIB
30003	03010	000372 95405	85

- Merci d'identifier votre virement bancaire : nom de la collectivité/EPCI + Adhésion FD
- Ce bulletin original a valeur de justificatif auprès de votre Trésor public.
- J'envoie la copie du présent bulletin d'adhésion à la Fondation du patrimoine.

IBAN: FR76 3000 3030 1000 0372 9540 585

BIC-ADRESSE SWIFT : SOGEFRPP

☐ Nous souhaitons recevoir la facture d'adhésion sur Chorus (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Merci de nous indiquer votre SIRET et toute information nécessaire à la saisie sur Chorus.

Date : _____ / _____ / 20 _____

Signature ou cachet :

* La convocation à l'assemblée générale annuelle vous sera adressée par e-mail. Si vous souhaitez la recevoir par courrier postal, merci de cocher la case ci-contre ☐

L'adhésion est valable pour l'année civile en cours. Toute utilisation du logo et/ou nom de la Fondation du patrimoine doit faire l'objet d'une autorisation écrite préalable de la Fondation du patrimoine. Les informations que vous nous communiquez dans ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées aux personnes habilitées par la Fondation du patrimoine. Conformément aux articles 39 et suivants de la Loi Informatique et Libertés et au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), en justifiant de votre identité, vous bénéficiez de droits d'accès, de rectification, d'effacement ou de portabilité de vos données, du droit de retirer un consentement préalablement donné, ou, pour des motifs légitimes de vous y opposer totalement ou partiellement, ou encore à en demander la limitation. Pour exercer vos différents droits, vous pouvez envoyer un mail au Délégué à la Protection des Données de la Fondation du patrimoine : dpo@fondation-patrimoine.org. Plus d'informations dans notre Politique de Confidentialité présente sur www.fondation-patrimoine.org.